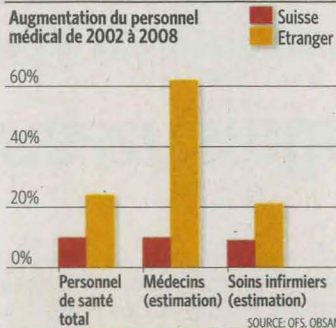


# Les apports occultés des étrangers

● Toujours plus polarisé, le débat sur les étrangers finit par masquer certaines évidences: le rôle qu'ils jouent dans l'économie et la vie du pays. Coup de projecteur sur le cas vaudois

## Embauche d'étrangers



### Nicolas Dufour

Des moutons noirs, et puis quoi? Une fois encore, par l'effet d'une initiative UDC, la question des étrangers se pose en Suisse avec une remarquable absence de nuances. Pis, une polarisation caricaturale, opposant des soi-disant réalistes sécuritaires à des angéliques tiers-mondistes.

Sauf que le dealer africain ou le violeur balkanique brandis par l'UDC, s'ils sont bien à punir, ne représentent qu'une part infime des étrangers venus ici. L'année passée, 132 444 personnes ont

gagné la Suisse. Une étude d'Avenir Suisse a révélé que, désormais, 58% des immigrants actifs possèdent un diplôme de l'éducation supérieure, le double de la proportion helvétique.

Les étrangers assument 27% des heures de travail effectuées chaque jour en Suisse. Cette part est plus élevée si l'on remonte l'échelle hiérarchique des entreprises; six sociétés suisses cotées sur dix sont dirigées par des étrangers. Et puis, il y a ceux qui soignent, qui étudient, qui créeront peut-être leur commerce ou leur start-up. Des réalités que le débat actuel – et l'année électorale ne fait que commencer – tend à occulter.



Simon Kayemba-Kay's, pédiatre. Né en RDC, devenu Français. «C'est à ceux qui arrivent de s'intégrer.» LAUSANNE, 18 NOVEMBRE 2010

## L'hôpital, ce creuset emblématique

28 novembre



Reportage au CHUV, où se côtoient 92 nationalités

Avant d'y poser le pied, Julie Ra-

Le CHUV est emblématique des établissements du pays, comme l'ont rappelé la semaine dernière trois études nationales sur le personnel de santé étranger\*.

Si le mélange se fait sans problème, la dépendance – notamment aux politiques de gestion des ressources humaines des services de santé des pays limitrophes, dont viennent la plupart de ces migrants



cine Da Silva n'avait de la Suisse qu'une vague image d'Épinal, montagnes et chocolat. En 2007, mue par l'envie de voyager, la jeune infirmière quitte son poste en psychiatrie dans son Québec natal pour rallier le service de chirurgie viscérale du Centre hospitalier universitaire vaudois à Lausanne (CHUV). Les premiers temps sont rudes. «J'avais le mal du pays.» Ce qui l'a le plus frappée en arrivant? «Tous ces étrangers, ces langues mélangées dans le bus, rit-elle. A Sainte-Anne-De-Beaupré, il n'y a pas tant de gens différents!»

La Québécoise est l'une des quelque 4000 collaborateurs et collaboratrices étrangers du CHUV, soit la moitié des effectifs. 92 nationalités, une cinquantaine de langues, «de bonheur» selon le porte-parole Darcy Christen, d'origine canadienne. Mais ce contingent massif d'étrangers est surtout «vital. Sans eux, nous serions face à une pénurie de personnel et de compétences.» «Comment ferions-nous?» nous lance une infirmière romande.

– inquiète. Des pistes ont été lancées, comme la formation de 5000 spécialistes supplémentaires ou l'encouragement des cantons universitaires à accroître encore leurs capacités d'accueil par le ministre de la Santé, Didier Burkhalter. Mais «même si la Suisse «agit de façon à diminuer son degré de dépendance [...], il paraît inévitable qu'elle continuera de recourir à moyen terme à l'immigration pour compléter ses effectifs», conclut une étude.

### Appauvrir les pays en développement

La situation a, aussi, des répercussions au-delà des frontières. Les États membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont récemment adopté un code éthique qui a pour but de ne pas assécher les systèmes de santé des pays en développement.

Né en RDC (ex-Congo), le pédiatre Simon Kayemba-Kay's a intégré l'Hôpital de l'enfance du CHUV en septembre. Face aux manques sani-

taires de son pays natal, il culpabilise. «Mais, seul, que faire face au système?» Formé en Inde, à Londres et en France, il a longtemps exercé dans l'Hexagone, et a été poussé à postuler au CHUV par son épouse. «Moi, j'avais de la Suisse l'image d'un pays fermé», avoue-t-il. Pour l'instant, il se dit «surpris. Les conditions de travail sont moins stressantes, les moyens plus élevés qu'en France. Le vrai choc culturel, je l'ai vécu en Inde, à 19 ans. Mon père me disait toujours: quand tu pars à l'étranger,

c'est à toi de t'adapter. Je ne l'ai jamais oublié.» C'est notamment pour cela, dit-il, qu'il a déménagé à Lausanne. Des réactions de rejet devant sa couleur de peau, il en a vécu – rarement, en France. Comme cette femme qui avait refusé qu'il examine sa fille et qu'il avait fait attendre un bon moment avant qu'elle ne cède. «Je lui avais dit qu'il y a des Noirs qui passent la serpillière et d'autres qui sont docteurs.» De l'initiative du 29 novembre, il dit: «Bien sûr, il faut respecter les règles. Mais,

en cas d'infraction, le système judiciaire sévit. La double peine, n'est-ce pas excessif?»

Julie Racine Da Silva, elle, a été choquée par les affiches aux moutons noirs. «Au Canada, ça ne serait pas permis.» Cela fait longtemps que le mal du pays lui est passé. Avec son mari, un Portugais né en Suisse, elle a eu un petit Gabriel. Son époux va demander la naturalisation, et elle aussi envisage de devenir Suisse. «Je me sens chez moi ici.» Dans toute la Suisse? «En

Suisse romande. A Zurich, je ne comprends rien!»

**Albertine Bourget**

*\* L'immigration du personnel de santé vers la Suisse (Observatoire de la santé); Recherche qualitative sur le personnel de santé étranger en Suisse et sur son recrutement (Directeurs cantonaux de la santé); Swiss Contributions to Human Resources for Health Development in Low-and Middle-Income Countries (Institut tropical et de santé publique de Bâle).*

EDDY MOTTAZ



Julie Racine Da Silva, infirmière venue du Québec. «Aujourd'hui, je me sens chez moi en Suisse.» LAUSANNE, 18 NOVEMBRE 2010

## Les étudiants, des clients et de futurs ambassadeurs

### Un étranger sur quatre vient dans le canton de Vaud pour étudier

Analyse d'un cas: le canton de Vaud. Lequel possède, il est vrai, le réseau d'écoles privées le plus dense du pays. A ce jour, aucune instance n'a calculé l'apport des jeunes – ou moins jeunes – étrangers venus étudier dans le canton. Mais leur poids ne fait aucun doute: Vaud capte 30% du total national des étudiants venus d'ailleurs.

De 2002 à 2009, le canton a attiré 34 310 personnes désireuses d'y étudier. Chaque année, elles sont plus de 4500 à affluer. Un étranger sur quatre vient sur Vaud pour se former. L'importance des écoles privées, dont les écoles hôtelières, se mesure dans la répartition des origi-

nes des étudiants: en 2009, 42% venaient des pays de l'UE ou de l'AELE, 31% d'Asie.

Cette dernière proportion doit beaucoup au secteur privé, et ce, même si Berne doit donner son autorisation pour les permis d'études demandés par les étudiants chinois, de même que ceux provenant notamment d'Algérie, du Cameroun ou... de Libye. Passé cette restriction, les cantons ont la haute main sur l'attribution des permis pour études, même s'ils contrôlent «entre autres, la capacité à rentrer ensuite au pays, ou la pertinence du cursus, afin de repérer des changements de voies incongrus signalant un statut d'éternel étudiant. C'est aussi une question de surveillance de la qualité des écoles», indique Henri Rothen, chef du Service vaudois de la population.

En 2008, l'Université de Lausanne

comptait plus de 1800 étudiants domiciliés ailleurs avant de venir suivre des cours, tous niveaux compris (16% du total); l'EPFL, 2800 (42%). Les sites vaudois de la haute école spécialisée, que ce soit en design à l'ECAL, en ingénierie, gestion ou musique, accueillent pour leur part 825 étrangers (18%).

### Internats: 195 millions

Dans les hautes écoles, les étrangers ne paient pas davantage que les Suisses pour leurs cursus – ce qui fait débat ces temps –, mais durant leur séjour, leur manne pour le logement et la vie quotidienne n'est pas nulle. De plus, certains irrigueront le tissu économique. Malgré la crispation du débat sur les étrangers, et contre l'avis du Conseil fédéral, les Chambres ont d'ailleurs reconnu l'intérêt de cet apport, en acceptant d'octroyer, dès le 1er janvier pro-

chain, un délai de six mois aux diplômés non-UE des hautes écoles suisses, pour trouver un emploi, si leur profil répond à un «intérêt scientifique ou économique prépondérant». Parmi les entreprises que le canton attire, l'existence de hautes écoles sur sol vaudois constitue un argument, mais parfois insuffisant; ce qui compte, c'est l'éventail cosmopolite des effectifs des écoles. Un gain non calculable.

En sus, cette année, 3000 jeunes se seront pressés dans les internats privés, «dont l'immense majorité vient de l'étranger», relève le secrétaire général de l'association des écoles privées, le député Pierre-Antoine Hildbrand. En comptant un écolage moyen de 65 000 francs, ces écoles déboursent donc 195 millions par année. Et l'estimation est basse, ne comprenant pas, entre autres, les importants campus du

groupe de formation hôtelière Glion-Les Roches. Tous les jeunes qui repartiront après leurs études auront une attache à la Suisse, non monétisable, mais non négligeable. Henri Rothen l'illustre: «La formation est un investissement, que nous exportons ensuite.»

### Risque d'image?

La tension constante sur cette question des étrangers risque-t-elle de nuire à ce marché éducatif? «Il existe bien entendu un risque sur l'image, et je le mesure», relève Michel Rochat. L'Ecole hôtelière de Lausanne (EHL), qu'il dirige, accueille 1786 étudiants, dont 65% sont étrangers. «Mais la marque de l'EHL est connue, et je pense que nos publics s'identifient d'abord à l'école, ensuite à Lausanne et après seulement à la Suisse.»

Directeur de Swiss Learning, qui

promeut notamment les écoles privées dans le monde, Christophe Xavier Clivaz n'a pas constaté d'effet après le vote sur les minarets, par exemple. «J'observe une grande compréhension de la démocratie suisse, les gens savent que nous votons sur tout», sourit-il, en nuanciant: «Des inquiétudes sont plus manifestes lorsque les médias étrangers parlent de gains de l'extrême droite au parlement...»

A l'association des diplômés de l'EPFL, le directeur Mark Miehlsbradt acquiesce: «Les qualités scientifiques des institutions suisses sont toujours mises en avant. Après, la démocratie peut occasionner des surprises... Mais les gens nous parlent davantage de question de visas.» Pierre-Antoine Hildbrand, lui, se dit pourtant attentif au climat politique, «qui pourrait rendre les choses plus difficiles pour les écoles». **N. Du.**